



pétrole et gaz

EXTRACTION

CATASTROPHES

BIODIVERSITE

IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX LOURDS

MONDE

PETROLE ET GAZ

EAU

industries extractives :
bénies ou **maudites** ?

Les impacts des compagnies pétrolières européennes sur l'environnement

Pour la plupart des habitants de l'Union européenne (UE), l'usage du gaz ou du pétrole fait partie de la vie quotidienne. Le gaz naturel est utilisé pour le chauffage, la cuisine et la production d'électricité. Le pétrole est nécessaire à la fabrication des carburants de presque tous les camions, automobiles, avions et navires.

Shell, BP, total et ENI (Agip)

Shell, BP, Total et ENI (Agip) sont toutes des compagnies pétrolières de l'UE. L'une d'entre elles, au moins, est active dans presque tous les pays producteurs de pétrole et de gaz du monde. En 2006, leurs revenus cumulés ont atteint le total ahurissant de 870 millions de dollars et leurs profits se montaient à 74 millions de dollars. En termes de revenus, parmi les grandes multinationales, Shell est au troisième rang mondial, Total est dixième et ENI est 26ème.

Les principales opérations de ces entreprises consistent à rechercher le pétrole et le gaz, à les extraire, à les transporter au moyen de pipelines (oléoducs et gazoducs) et de navires (pétroliers et méthaniers) jusqu'à des raffineries où ils sont transformés en kérosène, essence, gasoil, etc., puis à les commercialiser. Elles sont toutes dotées de principes directeurs afin de conduire leurs opérations d'une façon responsable en termes humains et environnementaux, y compris dans les pays en développement. Leurs pratiques peuvent néanmoins s'écarter de ces principes. Ainsi, Shell est responsable de pollutions pétrolières majeures au Nigeria, et ne semble pas s'en soucier. Total soutient toujours la junte militaire en Birmanie, alors que celle-ci est pourtant responsable de décennies de violations aggravées des droits de l'Homme.

changement climatique

Ces quatre compagnies pétrolières européennes contribuent largement au changement climatique. En 2006, Shell a par exemple émis plus de gaz à effet de serre (GES) que le total des gaz émis par l'Autriche, le Portugal et la Hongrie.

La plus grande partie des émissions de GES provient du torchage du gaz, qui est brûlé au lieu d'être valorisé commercialement. Le torchage consiste à brûler le gaz naturel qui est produit conjointement au pétrole lors de son extraction. Total et ENI ont fait savoir qu'en 2006, pas moins de 28% de leurs émissions de GES étaient dues au torchage. Toutes les compagnies pétrolières ont adopté des politiques de réduction du torchage ; mais à ce jour, très peu a été fait. Total souhaite aboutir à une réduction de 50% d'ici à 2012. Shell veut cesser ses torchages au Nigeria fin 2009, alors que le gouvernement nigérian a déclaré que le torchage devait être stoppé en 2008. ENI n'a défini aucun objectif concret et BP déclare ne plus brûler aucun gaz en torchère. Une estimation basse montre que le torchage cumulé des quatre compagnies a été équivalent aux émissions annuelles de 16 millions d'automobiles européennes en 2006.

la tendance actuelle: rechercher le pétrole dans les zones vierges

Selon les réserves actuellement prouvées, BP estime qu'il ne reste, aux prix et selon la consommation actuelle, que 45 années de réserves. Les compagnies pétrolières recherchent activement les moyens d'exploiter des réserves pétrolières plus difficiles à atteindre, souvent en prenant de très lourds risques environnementaux.

Shell, par exemple, est en tête parmi les entreprises internationales dans la recherche des moyens d'accélérer la production de pétrole à partir des sables bitumineux dans la province canadienne de l'Alberta. Cette extraction nécessite de grandes quantités d'énergie : elle émet des volumes de GES trois fois supérieure à celle de la production pétrolière classique. De plus, l'extraction a des impacts très lourds sur les régions environnantes. Zones humides, forêts, populations autochtones et espèces sauvages sont touchées.

Le projet pétrolier et gazier Sakhaline II, dans l'Est de la Russie, fournit un autre exemple. Ce projet menace la centaine de baleines grises qui restent dans l'ouest du Pacifique. C'est l'une des populations animales les plus fragiles du monde. En février 2005, un panel



Torchage du gaz dans le Delta du Niger, Nigeria. © elaine gilligan



Baleine au large de l'île de Sakhaline. © sakhalin environment watch

FOCUS

CAUSES ET RESPONSABILITES

EXTRACTION	CATASTROPHES	BIODIVERSITE
IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX LOURDS	MONDE	PETROLE ET GAZ
		EAU

FOCUS

indépendant de scientifiques a abouti à la conclusion que « les grandes plates-formes offshore d'exploitation du gaz et du pétrole, existantes où à venir, représentent des menaces catastrophiques pour la population [des baleines grises] ». Les 800 kilomètres de conduites de gaz et de pétrole traverseront plus de mille cours d'eau - une ressource clé pour l'activité halieutique (pêche du saumon, essentiellement) de l'île et pour la population locale. Shell, ainsi que la banque privée hollandaise ABN, sont impliqués dans ce projet.

L'exploitation pétrolière dans les pays en développement

Les compagnies pétrolières européennes sont également actives dans les pays en développement, dans lesquels le droit du travail, les droits sociaux, les droits de l'Homme et les réglementations environnementales peuvent être moins rigoureux. Les raffineries fonctionnent souvent en utilisant les carburants pétroliers, polluant l'air que les communautés voisines respirent. En Occident, la plupart des raffineries utilisent le gaz, plus propre. Une pollution due au pétrole suscite une attention plus forte sur les marchés européens qu'un événement identique survenant dans un pays en développement. De plus, les activités quotidiennes des compagnies pétrolières ne sont pas les seules à causer des problèmes sociaux et environnementaux : dans de nombreux pays, ces entreprises ont abandonné un héritage de déchets toxiques, qui n'a toujours pas été liquidé.

IMPACTS

L'héritage de Shell : les pollutions du Delta du Niger

Les pollutions dues au pétrole, principalement dues aux opérations de Shell, ont souillé le riche écosystème du delta du Niger. Un rapport récent établi par des scientifiques du Nigeria et par la CEESP (une commission de l'Union internationale pour la conservation – IUCN), conclut qu'« on estime à 1,5 million de tonnes de pétrole la pollution pétrolière du Delta du Niger au cours des 50 dernières années, ce qui représente environ 50 fois l'estimation du volume déversé par l'Exxon Valdez lors de la marée noire survenue en Alaska en 1989 ». L'eau potable a été contaminée, les populations de poisson sont mortes et les agriculteurs ont perdu leurs revenus en raison de la destruction des sols. L'immense majorité des rejets accidentels des 40 dernières années est la conséquence du vieillissement des installations et des erreurs humaines. Shell déclare habituellement que les pollutions actuelles sont dues à des sabotages. Cette explication n'est que partielle. Shell a également accumulé les retards dans l'entretien des oléoducs et autres infrastructures. Le nettoyage des pollutions dues au pétrole est souvent très superficiel, et laisse beaucoup de pétrole sur place.

EXEMPLES

Les compagnies pétrolières doivent s'assurer que leurs projets ont reçu des autorisations nécessaires avant d'agir (dont le consentement libre, préalable et informé des communautés locales), et que les meilleures pratiques environnementales sont utilisées.

Le consentement libre, préalable et informé signifie qu'une relation d'égalité et de respect est établie avec les communautés locales (femmes comprises). Cela signifie tout d'abord que les droits des communautés locales sur leurs terres et leurs ressources sont respectés. Le terme « libre » se réfère au fait que personne ne doit être contraint ou manipulé. Le terme « préalable » garantit que les consultations ont lieu avant le début prévu des activités, et le mot « informé », que les activités prévues sont communiquées sous une forme accessible et compréhensible. « Le consentement » renvoie à l'approbation, par la communauté, des activités prévues.

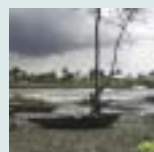
REVENDEMENTS

nos demandes

- Les industries extractives doivent cesser de détruire l'environnement et pousser les populations dans la misère, où que ce soit dans le monde. Aucun nouveau projet ne doit être autorisé sans réelle procédure permettant le consentement libre, préalable et informé des communautés locales.
- Les pays de l'UE, la Commission européenne et les institutions financières internationales doivent cesser de recourir à l'aide internationale et aux autres fonds publics pour financer les projets ultra-profitables des multinationales pétrolières. Les banques privées et les fonds de pension doivent cesser d'investir dans les projets d'exploitation des combustibles fossiles.
- Les compagnies européennes doivent immédiatement mettre fin au torchage.

pour plus d'information (textes le plus souvent en anglais) : <http://priceofoil.org> | <http://www.oilwatch.org/index.php?lang=en> | Fortune Global 500 of companies 2007. | Rapports de développement durable 2006 de Shell, BP, Total et ENI. | BP, statistics oil consumption and proven oil reserves, 2007. | Pembina Institute, report 'The Environmental Implications of Canada's Oil Sands Rush', 2005. | IUCN, report of Independent Scientific Review Panel of Sakhalin Project, 2005. | Nigerian scientists and IUCN CEESP-commission, report 'Niger Delta Natural Resource Damage Assessment and Restoration Project', 2006.

RESSOURCES



Pollution due au pétrole à Goi, en territoire Ogoni, Delta du Niger.
© alison dilworth/foe



Cette fiche a été établie avec le soutien financier de l'Union Européenne. Le contenu de cette fiche est placé sous la seule responsabilité des Amis de la Terre Europe, des Amis de la Terre Pays-Bas, des Amis de la Terre France et du réseau CCE Bankwatch, et ne peut en aucune façon être considérée comme reflétant la position de l'Union Européenne.

CONTACT